



Stratégie pharmaceutique révisée

Rapport du Président du groupe de travail spécial

HISTORIQUE

1. En janvier 1998, à sa cent unième session, le Conseil exécutif a examiné le rapport du Directeur général sur la stratégie pharmaceutique révisée. Le Conseil a pris acte des progrès accomplis et félicité l'OMS du travail qui avait été fait en matière de promotion de la notion de médicaments essentiels et de politiques pharmaceutiques nationales et d'amélioration de la réglementation pharmaceutique. Afin de traiter un certain nombre de questions particulières concernant l'accès aux médicaments, l'usage rationnel des médicaments et la qualité des médicaments, le Conseil a adopté la résolution EB101.R24 sur la stratégie pharmaceutique révisée. La Cinquante et Unième Assemblée mondiale de la Santé était invitée à examiner la résolution en mai 1998. Les avis divergeant sur un certain nombre de points contenus dans la résolution, l'Assemblée de la Santé a alors décidé de constituer un groupe de rédaction.
2. Le groupe de rédaction était présidé par le Professeur J.-F. Girard (France). Malgré de longues heures de discussion, le groupe n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur le libellé de la résolution et l'Assemblée de la Santé a décidé de renvoyer celle-ci devant le Conseil exécutif pour un examen plus approfondi à sa cent troisième session.¹
3. A sa cent deuxième session, soit immédiatement après l'Assemblée de la Santé, le Conseil exécutif a décidé d'instituer une méthode de travail en deux volets afin de rédiger une résolution à soumettre au Conseil à sa cent troisième session en janvier 1999 : un groupe de travail spécial ouvert à tous les Etats Membres souhaitant y participer, et un sous-groupe chargé d'aider l'OMS dans ses contacts avec d'autres partenaires intéressés.² Le Conseil a décidé que le sous-groupe serait composé du président du groupe de rédaction qui avait été établi durant la Cinquante et Unième Assemblée mondiale de la Santé et de deux Etats Membres de chaque Région, dont un au moins serait actuellement habilité à désigner une personne devant siéger au Conseil exécutif. Les comités régionaux ont été invités à désigner des représentants au sous-groupe. Ont ainsi été désignés l'Afrique du Sud, le Cap-Vert, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), la Jamaïque, le Japon, la Pologne, la Suisse, la Thaïlande et le Yémen.

¹ Décision WHA51(10).

² Décision EB102(14).

4. Le groupe de travail spécial et le sous-groupe se sont réunis du 12 au 16 octobre 1998 (la liste des participants figure en annexe). Les travaux ont été présidés par le Professeur J.-F. Girard (France). Le groupe de travail spécial a élu Mme S. Kizildeli (Turquie) et le Dr T. J. Stamps (Zimbabwe) Vice-Présidents. Au total, 59 Etats Membres, y compris les membres du sous-groupe, ont participé à la réunion.

QUESTIONS ABORDEES

5. Afin d'aider le groupe de travail spécial à étudier les problèmes complexes posés par la résolution EB101.R24, une journée entière a été consacrée à une séance d'information technique, à laquelle les partenaires intéressés ont été invités à participer. Cette séance d'information a porté sur la mondialisation et les produits pharmaceutiques, y compris la question de savoir comment les accords commerciaux pouvaient gêner ou au contraire soutenir l'action de santé publique, ainsi que sur les stratégies destinées à garantir l'accès aux produits pharmaceutiques.

6. Des exposés sur la mondialisation et les produits pharmaceutiques ont été présentés par les représentants de l'OMPI, de l'OMC, du South Centre, de Health Action International, de la Fédération internationale de l'Industrie du Médicament et de l'Alliance internationale des Produits pharmaceutiques génériques. Le Secrétariat de l'OMS a fait un exposé sur les stratégies destinées à garantir l'accès aux produits pharmaceutiques et a invité les membres du groupe de travail spécial et du sous-groupe à réagir à cette présentation, au même titre que les personnes qui avaient fait des exposés sur la question de la mondialisation et des produits pharmaceutiques.

7. Le groupe de travail spécial a recensé un certain nombre de points qui n'étaient pas couverts par la résolution EB101.R24 et sur lesquels, à son avis, le Secrétariat devrait encore faire porter ses travaux, en particulier l'accès aux médicaments, le transfert de technologie et la production locale, les nouveaux médicaments, les médicaments de contrefaçon, les ressources humaines et les questions de sexospécificité. Parmi les questions abordées sous le point accès aux médicaments figuraient les systèmes d'approvisionnement, le financement des médicaments, la prise en charge des médicaments par les assurances, l'information sur les prix et les politiques des prix, les médicaments génériques, les méthodes d'achat et des questions connexes. Toutefois, afin de conclure sur les questions intéressant la résolution EB101.R24 et sur lesquelles des avis divergents avaient été exprimés à l'Assemblée de la Santé, le groupe spécial a décidé de se concentrer sur les points actuellement couverts par la résolution.

8. Le dernier jour de la réunion, le groupe de travail spécial est parvenu à se mettre d'accord sur le texte d'une résolution à transmettre au Conseil exécutif, même si, faute de temps, certains points soulevés au cours des délibérations n'ont pas été pris en compte dans le libellé (par exemple, ajouter les "pays en transition" à l'alinéa 10 du préambule, ajouter des alinéas au préambule concernant les inégalités entre les sexes dans les soins de santé et la nécessité d'améliorer l'accès aux médicaments des groupes vulnérables). Le Secrétariat a été prié de fournir des informations sur les incidences financières de la résolution.

ACTION DU CONSEIL EXECUTIF

9. Le Conseil est invité à examiner le projet de résolution suivant, proposé par le groupe de travail spécial :

Le Conseil exécutif

RECOMMANDE à la Cinquante-Deuxième Assemblée mondiale de la Santé d'adopter la résolution suivante :

La Cinquante-Deuxième Assemblée mondiale de la Santé,

Rappelant les résolutions WHA39.27, WHA41.16, WHA43.20, WHA45.27, WHA47.12, WHA47.13, WHA47.16, WHA47.17 et WHA49.14;

Ayant examiné le rapport du Directeur général sur la stratégie pharmaceutique révisée;¹

Notant les activités menées par l'OMS pour favoriser la mise en oeuvre de la stratégie pharmaceutique révisée, en particulier son appui à l'élaboration et à l'exécution des politiques pharmaceutiques nationales; la stratégie pour l'examen et l'évaluation de l'efficacité des critères éthiques de l'OMS applicables à la promotion des médicaments; la circulation de l'information concernant le marché; les principes directeurs applicables aux dons de médicaments; et les fiches modèles d'information sur les médicaments;

Constatant avec satisfaction les progrès accomplis et approuvant les mesures d'ensemble prises par l'OMS pour faire face aux problèmes actuels et nouveaux dans le secteur pharmaceutique;

Félicitant l'OMS du puissant rôle directeur qu'elle joue dans la promotion du concept des médicaments essentiels et des politiques pharmaceutiques nationales, qui contribuent à l'usage rationnel des ressources dans le secteur pharmaceutique et à l'amélioration des soins de santé;

Notant avec satisfaction qu'un certain nombre d'Etats Membres ont adopté des directives pour les dons de médicaments fondées sur les principes directeurs interinstitutions formulés par l'OMS, mais constatant avec préoccupation que les dons inappropriés de médicaments, tels que les dons de produits périmés, mal étiquetés ou superflus, continuent d'être monnaie courante, et en outre que l'évaluation de l'impact des principes directeurs n'est pas encore terminée;

Constatant avec inquiétude a) qu'un tiers de la population mondiale n'a aucune garantie d'accès aux médicaments essentiels, et b) que l'on trouve encore des matières premières et des produits pharmaceutiques finis de mauvaise qualité sur le marché international;

Notant qu'il existe des problèmes d'ordre commercial qui exigent une perspective de santé publique;

Reconnaissant que l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) laisse une marge pour la protection de la santé publique;

Prenant note des préoccupations de nombreux Etats Membres concernant l'impact des accords internationaux pertinents, notamment des accords commerciaux, sur la capacité de

¹ Document EB101/10, section VII, et EB101/10 Corr.2.

production locale et sur l'accès aux produits pharmaceutiques, ainsi que sur les prix de ces produits, dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés;

Constatant également avec inquiétude que les prescripteurs, les dispensateurs et le public continuent de faire un usage peu rationnel des médicaments, et que les procédés de promotion contraires à l'éthique dans les pays développés comme dans les pays en développement, ainsi que l'absence d'informations pharmaceutiques de source indépendante et confirmées scientifiquement contribuent à ces abus;

1. PRIE INSTAMMENT les Etats Membres :

- 1) de réaffirmer leur volonté d'élaborer et d'appliquer des politiques pharmaceutiques nationales, et d'en assurer le suivi, et de prendre toutes les mesures concrètes nécessaires pour garantir un accès équitable aux médicaments essentiels;
- 2) de veiller à ce que les intérêts de la santé publique occupent une place prépondérante dans les politiques pharmaceutiques et sanitaires;
- 3) d'étudier et de réexaminer les options qui leur sont offertes dans le cadre des accords internationaux pertinents, notamment des accords commerciaux, pour préserver l'accès aux médicaments essentiels;
- 4) de mettre en place et d'appliquer des réglementations garantissant des normes de qualité uniformes pour tous les matériels et produits pharmaceutiques fabriqués, importés ou en transit dans leurs pays, ou encore exportés par ceux-ci;
- 5) d'adopter et d'appliquer une législation ou des réglementations conformes aux principes des critères éthiques de l'OMS applicables à la promotion des médicaments, d'encourager l'industrie pharmaceutique et la communauté de la santé à établir un code d'éthique, et de contrôler la promotion des médicaments en collaboration avec les parties intéressées;
- 6) d'élaborer des directives nationales pour les dons de médicaments qui soient compatibles avec les principes directeurs interinstitutions formulés par l'OMS, ou de les maintenir en vigueur, et de collaborer avec toutes les parties intéressées en vue de promouvoir l'application de ces principes directeurs;
- 7) d'encourager l'usage rationnel des médicaments en fournissant des informations pharmaceutiques indépendantes, récentes et comparées, et d'inclure un enseignement sur l'usage rationnel des médicaments et sur les stratégies de commercialisation dans la formation des agents de santé à tous les niveaux;
- 8) de promouvoir et d'appuyer l'éducation des consommateurs en matière d'usage rationnel des médicaments et d'encourager l'inclusion de cette discipline dans les programmes d'études;
- 9) d'évaluer les progrès à intervalles réguliers, en utilisant les indicateurs mis au point par l'OMS ou d'autres mécanismes pertinents;

-
- 10) de maintenir leur appui financier et matériel à la stratégie pharmaceutique révisée, en fournissant notamment des ressources extrabudgétaires à l'OMS;
2. PRIE le Directeur général :
- 1) de soutenir les Etats Membres dans leurs efforts pour élaborer et exécuter des politiques et des programmes permettant d'atteindre les objectifs de la stratégie pharmaceutique révisée, y compris l'élaboration d'outils, de principes directeurs et de méthodes pour l'évaluation et la surveillance;
 - 2) d'adopter une stratégie d'ensemble pour l'application des critères éthiques de l'OMS applicables à la promotion des médicaments et de continuer d'en évaluer l'efficacité avec toutes les parties intéressées;
 - 3) d'étendre les principes directeurs énoncés dans le système OMS de certification de la qualité des produits pharmaceutiques entrant dans le commerce international aux substances de base des produits pharmaceutiques; d'élaborer et de diffuser des principes directeurs uniformes pour le contrôle réglementaire et les conditions d'exportation, d'importation et de transit des produits pharmaceutiques; et d'établir des normes pratiques pour les entités qui font commerce au niveau international de produits pharmaceutiques et de substances de base destinées à leur fabrication;
 - 4) de mettre au point un certificat type d'inspection permettant l'inspection sur le plan national des sites de fabrication des substances de base et des produits pharmaceutiques finis en vue de veiller au respect des bonnes pratiques OMS de fabrication, et de collaborer avec les Etats Membres, à leur demande, au niveau de la mise en oeuvre;
 - 5) de diffuser davantage d'informations indépendantes concernant le prix sur le marché des substances de base de qualité sûre destinées à la fabrication de médicaments essentiels;
 - 6) de continuer de réunir et de diffuser, en ayant également recours aux médias électroniques comme Internet, des informations indépendantes sur la sécurité des produits pharmaceutiques, sur les médicaments ou substances médicinales contrefaits, sur la sélection des médicaments et la prescription rationnelle;
 - 7) de coopérer avec les Etats Membres qui le demandent et avec les organisations internationales pour surveiller et analyser les conséquences sur le secteur pharmaceutique et sur la santé publique des accords internationaux pertinents, notamment des accords commerciaux, afin que les Etats Membres puissent bien évaluer, puis mettre au point des politiques pharmaceutiques et sanitaires et des mesures réglementaires qui répondent à leurs préoccupations et à leurs priorités, et tirer le meilleur parti possible de ces accords tout en atténuant leurs effets négatifs;
 - 8) d'examiner et d'actualiser la stratégie pharmaceutique révisée pour tenir compte des problèmes actuels et durables dans le secteur pharmaceutique ainsi que des principes énoncés dans la nouvelle politique de la santé pour tous;

- 9) de faire rapport à la Cinquante-Troisième Assemblée mondiale de la Santé sur les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre et l'actualisation de la stratégie pharmaceutique révisée de l'OMS, en formulant des recommandations concrètes.

ANNEX

LIST OF PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE SUBGROUP

FRANCE

Professeur J.-F. Girard (Chairman)
Conseiller d'Etat
Conseil d'Etat
Paris

CHINA

Mr Liu Peilong
Director-General
Department of International Cooperation
Ministry of Health
Beijing

INDONESIA

Dr B. Wasisto
Senior Adviser to the Minister of Health
Ministry of Health
Jakarta

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)

Dr A. M. Cheragali
Secretary
Iranian Pharmacopeia Council
Tehran

JAMAICA

Mrs G. Allen-Young
Ministry of Health
Kingston

JAPAN

Mr S. Tsuda
Deputy Director
International Affairs Division
Minister's Secretariat
Ministry of Health and Welfare
Tokyo

POLAND

Ms J. Manko
Deputy Minister and Inspector General for
Pharmaceuticals
Ministry of Health and Social Welfare
Warsaw

SOUTH AFRICA

Dr I. Roberts
Special Adviser
Ministry of Health
Pretoria

SWITZERLAND

Dr S. Zobrist
Chef, Affaires internationales
Office fédéral de la Santé publique
Berne

THAILAND

Dr Pakdee Pothisiri
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Public Health
Nonthaburi

UNITED STATES OF AMERICA

Dr S. L. Nightingale
Associate Commissioner for Health Affairs
Food and Drug Administration
United States Public Health Service
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

YEMEN

Dr A. O. Al-Sallami
Under-Secretary for Pharmaceuticals
Ministry of Public Health
Sana'a

**MEMBERS OF THE EXECUTIVE BOARD,
ALTERNATES AND ADVISERS**

FRANCE

Mme M. Boccoz
Conseiller
Mission permanente
Genève

(Alternate to Professor J. Ménard)

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Mr R. A. Kingham
International Branch
Department of Health
London

(Alternate to Dr K. Calman)

UNITED STATES OF AMERICA

Dr J. I. Boufford
Dean
Robert F. Wagner Graduate School of Public
Service
New York University
New York

MEMBERS OF THE AD HOC WORKING GROUP

ALGERIA

M. M. Messaoui
Ministre Conseiller
Mission permanente
Genève

Mr H. Welge
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

ARGENTINA

Sr. E. Varela
Consejero
Misión Permanente
Ginebra

BANGLADESH

Mr K. Rahman
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

AUSTRALIA

Ms J. Davidson
Assistant Secretary
Strategic Reform and International Branch
Department of Health and Family Services
Canberra

Mr E. Van der Wal
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

Ms J. Nielsen
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

Ms R. Piggott
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

BELGIUM

M. A. Evrard
Division de l'Inspection pharmaceutique
Ministère de la Santé publique et de l'Environnement
Bruxelles

M. S. Legrand
Premier Secrétaire
Mission permanente
Genève

M. M. Vinck
Premier Secrétaire
Mission permanente
Genève

BENIN

Mme R. Gnacadja-Bade
Conseiller technique aux Affaires pharmaceutiques et
laboratoires
Cotonou

AUSTRIA

Mr C. Dufour
Administrator
Permanent Mission
Geneva

Mr U. Frank
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

BOLIVIA

Mr R. Silveti
Director de Relaciones Internacionales
La Paz

Sra. S. Avila Seifert
Embajadora
Representante Permanente
Ginebra

Sr. J. Loayza Barea
Ministro
Misión Permanente
Ginebra

BRAZIL

Mr A. G. Bahadian
Deputy Permanent Representative
Geneva

Mr C. A. Simas Magalhães
Minister Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Mr L. C. Gasser
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

Mr L. Coelho de Souza
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

Dr J. A. Bermudez
Professor and Researcher
National School of Public Health of
the Oswaldo Cruz Foundation
Rio de Janeiro

CANADA

Mr R. Duncan
Policy Analyst, Policy Division
Bureau of Policy and Coordination, Therapeutic
Products Directorate
Health Protection Branch, Health Canada
Ottawa

Ms J. Perlin
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Mr Q.-L. Sim
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

CHINA

Mrs Zhao Lili
Deputy Director General
State Drug Administration
Department of International Cooperation
Beijing

Mr Hou Zhenyi
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

COLOMBIA

Srta. A. Oviedo
Ministra Consejera
Misión Permanente
Ginebra

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF
KOREA**

Mr Ri Thae Gun
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

DENMARK

Mr O. T. Hansen
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

ECUADOR

Sr. F. Meneses
Ministro
Misión Permanente
Ginebra

EGYPT

Mr T. Adel
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

EL SALVADOR

Sr. M. Castro Grande
Ministro Consejero
Misión Permanente
Ginebra .

Mme M. Angone Abena
Conseiller
Mission permanente
Genève

FINLAND

Dr K. Leppo
Director-General
Ministry of Social Affairs and Health
Helsinki

Mrs H. Rinkineva
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Ms M. Koivusalo
Researcher
Health and Development Cooperation Group
(HEDEC)
National Research and Development Centre for
Welfare and Health
Ministry of Social Affairs and Health
Helsinki

GERMANY

Mr H. Eberle
Minister, Deputy Permanent Representative
Geneva

Dr E. Aderhold
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

Mr J. Wülbers
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Ms H. Jirari
Third Secretary
Permanent Mission
Geneva

FRANCE

Mme M. Weil-Guthmann
Conseiller
Mission permanente
Genève

Mme R. Deniau
Chargée des Affaires internationales de l'Afrique
du médicament
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Paris

Mrs M. Jeanfrançois
Médecin Inspecteur de la Santé
Délégation aux Affaires européennes et
internationales
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Paris

GHANA

Mr D. Asiamah
Programme Manager
National Drugs Programme
Ministry of Health
Accra

GREECE

Mr D. Coundoureas
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

GUATEMALA

Sra. C. Rodríguez-Fankhauser
Ministro Consejero
Misión Permanente
Ginebra

GABON

Mme Y. Bike
Ambassadeur, Représentant permanent
Genève

HONDURAS

Sra. G. Bu Figueroa
Consejera
Encargada de Negocios, a.i.
Misión Permanente
Ginebra

Mr P. Hendrasmore
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

HUNGARY

Mr G. Szabó
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)

Dr R. Dinarvand
Adviser to the Minister of Health and Medical
Education for Drug Affairs
Ministry of Health and Medical Education
Tehran

Mr M. Baharvand
Third Secretary
Permanent Mission
Geneva

INDIA

Mr K. K. Bakshi
Secretary
Ministry of Health and Family Welfare
Department of International Affairs
New Delhi

Mr R. Shahare
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

IRAQ

Dr N. Mahdy
Conseiller, Chargé d'affaires, a.i.
Mission permanente
Genève

M. G. F. Askar
Deuxième Secrétaire
Mission permanente
Genève

INDONESIA

Dr M. Djamaluddin
Secretary
Directorate-General Drug and Food Control
Ministry of Health
Department of International Affairs
Jakarta

Dr A. Soenaryo
Chairman
Indonesian Pharmaceutical Manufacturers Group
Ministry of Health
Jakarta

Dr Y. Hudyono
Director, Management and Training Consultant
Human Resources Development
Ministry of Health
Jakarta

Dr I. Suksmaningsih
Director
Directorate-General Drug and Food Control
Ministry of Health
Jakarta

ITALY

Professor V. Silano
Director, Service for International Relations
Ministry of Health
Rome

Mr G. Schiavoni
First Counsellor
Permanent Mission
Geneva

JAMAICA

Miss A. E. Stone
Minister Counsellor
Permanent Mission
Geneva

JAPAN

Mr A. Yokomaku
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

Mr S. Moriyasu
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

JORDAN

Ms L. Khreis
Pharmacist
Ministry of Health and Health Care
Amman

MALAYSIA

Mr Raja Nushirwan Zainal Abidin
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

MEXICO

Sra. M. L. Sosa Márquez
Tercera Secretaria
Misión Permanente
Ginebra

MOROCCO

Mr A. Allouch
Premier Secrétaire
Mission Permanente
Genève

NETHERLANDS

Mr J. Waslander
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

NORWAY

Mrs H. C. Sundrehagen
Director-General
Ministry of Health and Social Affairs
Oslo

Dr O. T. Christiansen
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Dr M. Andrew
Director
Norwegian Board of Health
Oslo

PAKISTAN

Mr M. Akram
Ambassador, Permanent Representative
Geneva

Mrs K. Azhar
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

PERU

Sr. G. Guillén
Primer Secretario
Misión Permanente
Ginebra

PHILIPPINES

Ms M. E. G. Callangan
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

Mr L. J. Palma
Attaché
Permanent Mission
Geneva

REPUBLIC OF KOREA

Mr Young Hwa Yang
Counsellor
Permanent Mission
Geneva ,

RUSSIAN FEDERATION

Dr A. Pavlov
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

SLOVAKIA

Mr F. Rosocha
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

SOUTH AFRICA

Dr D. Johns
Counsellor (Health Affairs)
Permanent Mission
Geneva

SWAZILAND

Dr S. Shongwe
Deputy Director of Health Services
Ministry of Health and Social Welfare
Mbabane

SWEDEN

Mr T. Zetterberg
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

SWITZERLAND

Professeur Th. Zeltner
Directeur
Office fédéral de la Santé publique
Berne

Mme Thu-Lang Tran Wasescha
Chef, Affaires internationales
Institut fédéral de la Propriété intellectuelle
Berne

Dr R. Spang
Chef, Division de l'Enregistrement
Office intercantonal de Contrôle des Médicaments
Berne

SYRIAN ARAB REPUBLIC

Dr K. Al Dayah
Deputy Minister of Health
Damascus

THAILAND

Dr Orapan P. Matangkasombut
Dean
Faculty of Pharmacy
Mahidol University
Bangkok

TURKEY

Ms A. Küçük
Deputy Director-General
General Directorate of Drugs and Pharmaceutics
Ministry of Health
Ankara

Ms S. Kizildeli
First Counsellor
Permanent Mission
Geneva

**UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND**

Mr G. Warrington
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

Mr A. G. Sims
First Secretary
Permanent Mission
Geneva

Mr I. Gillespie
Department of Health
London

UNITED STATES OF AMERICA

Dr N. A. Boyer
Director for Health and Transportation Programmes
Bureau of International and Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Mrs L. Vogel
Health Attaché
Permanent Mission
Geneva

Mr R. G. Loftis
Political Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Mr T. Burns
IPR Attaché
Office of the United States Trade Representative
Washington, D.C.

URUGUAY

Sra. P. Vivas
Consejera
Misión Permanente
Ginebra

YEMEN

Mr F. Al Obthani
Premier Secrétaire
Mission permanente
Genève

ZAMBIA

Mr D. Kunda
Chief Pharmacist
Ministry of Health
Lusaka

Ms A. Kazhingu
Second Secretary
Permanent Mission
Geneva

ZIMBABWE

Dr T. J. Stamps
Minister of Health and Child Welfare
Harare

Mr T. J. B. Jokonya
Ambassador, Permanent Representative
Geneva

Mr A. Chidankire
Director, Pharmacy Services
Ministry of Health and Child Welfare
Harare

Mr T. T. Chifamba
Minister Counsellor
Permanent Mission
Geneva

Mr N. Kanyowa
Counsellor
Permanent Mission
Geneva

= = =